

Nouvelles locales du mercredi 20 avril 2011

@rib News, 20/04/2011 Synergie des Medias (Bonesha, Isanganiro, Rpa, Rtr, Voix de la Paix et Ccib) - Le porte-parole du parti Cndd-Fdd Onésime Nduwimana a affirmé que les personnes qui meurent chaque jour dans la province de Bujumbura rural, sont souvent tuées par des gens qui viennent d'ailleurs et surtout ceux qui ont perdu les élections de 2010. Onésime Nduwimana a également demandé aux populations de Bujumbura de faire de leur mieux pour pointer du doigt les criminels afin de les empêcher de continuer leur sale besogne. Il a déploré que les gens de cette province laissent passer les criminels par crainte au lieu de les montrer aux forces de l'ordre.

- Le porte-parole de l'ADC-Ikibiri, Chovineau Mugwengezo a de son côté fait savoir que les membres des partis d'opposition dans presque tout le pays sont ces derniers jours les cibles des agents de l'Etat qui les arrêtent et les tuent froidement. Selon lui, même les bandits qui volent ne peuvent pas être tués car le Burundi a aboli la peine de mort depuis un certain temps. « Nous demandons au président de la République en personne de briser son silence pour s'exprimer sur ce qui se passe dans cette province de Bujumbura rural » a insisté le porte-parole de l'ADC-Ikibiri, M. Mugwengezo.

- Le porte-parole du parti Uprona, le député Bonaventure Gasutwa se dit inquiet par la découverte chaque jour de corps sans vie dans différents endroits du pays alors que le Burundi était censé connaître la sécurité dans tout le pays surtout après la signature des accords de cessez-le-feu avec le dernier mouvement rebelle, il y a à peine trois ans. « Nous demandons au président de la République de faire lui-même quelque chose pour arrêter que le sang des burundais continue de couler pour rien », a lancé le porte-parole du parti Uprona, le député Bonaventure Gasutwa.

Selon lui, à voir l'état où en sont les choses, seul le président de la République a le pouvoir de faire cesser ces tueries caractérisées politiquement qui se multiplient ces derniers jours au Burundi et surtout dans la province de Bujumbura rural.

- Le porte-parole de la police nationale Pierre Channel Ntarabaganyi se montre lui aussi préoccupé par la montée de la criminalité dans Bujumbura. Selon lui, la population devrait travailler à étroite collaboration avec les forces de sécurité pour mettre la main sur les malfaiteurs qui, visiblement, ne sont pas de cette province de Bujumbura. Il a ajouté qu'une réunion d'urgence est obligatoire entre les services de sécurité, l'administration et la population pour étudier ensemble comment préserver la sécurité.

- Les églises appellent aussi les autorités de faire en sorte que les tueries cessent dans le pays. Mgr Evariste Ngoyagoye a fait savoir que ceux qui ont à dire devraient le faire le plus rapidement possible pour que les vies humaines ne continuent pas à périr dans ces attaques perpétrées par des inconnus à l'endroit des civils surtout dans la province de Bujumbura Rural.

- Le chargé de la documentation à Rumonge en compagnie d'autres agents de la documentation dans cette commune ont voulu arrêter des personnes en les accusant de porter des armes. Cependant, les choses ont tourné autrement. Suite à la maladresse de ces agents, ils ont commencé à tirer en direction de ces civils qu'ils voulaient arrêter. La position militaire des environs a cru à une attaque et a son tour tiré en direction de ces agents de la documentation et ceux-ci se sont repliés immédiatement sans pour autant arrêter ces civils. La population s'est plainte de ce comportement des agents de la documentation qui veulent arrêter les gens sans passer par des procédures légales connues.

- Les membres de la société civile ont commencé à recevoir des messages d'intimidation de la part d'inconnus qui leur disent qu'un jour ils seront tous tués. Cela intervient quelques jours après les déclarations de l'Oluome sur l'existence d'un plan d'élimination de membres de la société civile et des partis d'opposition. Le président de l'Oluome Gabriel Rufyiri a été entendu par le parquet de Bujumbura ce mercredi. La justice voulait avoir des informations sur ses récentes déclarations selon lesquelles un groupe préparerait l'assassinat des membres des partis d'opposition et de la société civile.